

### *Les crédits*

Les événements se sont succédé, et des élections ont ensuite été déclenchées. Il est curieux que ces deux partis de l'opposition qui ont fait tout leur possible pour empêcher l'adoption d'une loi nationale sur les garderies nous reprochent maintenant de ne pas présenter un nouveau projet de loi à ce sujet. La population n'est pas dupe. Examinons maintenant, de façon réaliste, les promesses que le gouvernement a faites. Il est vrai que, pendant la campagne électorale, nous avons déclaré que nous présenterions de nouveau le projet de loi sur les garderies. Toutefois, au cours de la campagne et immédiatement après les élections, de nombreux citoyens que la question des garderies inquiétait nous ont suppliés de ne pas le faire.

Je ne parle pas ici de ceux qui croient que le gouvernement fédéral ne devrait pas offrir son appui de façon à influencer sur les décisions que prennent les parents, à savoir s'ils doivent ou non réintégrer la population active. Non, je parle plutôt des groupes qui appuient depuis longtemps les garderies. Ces groupes estiment que nous devrions adopter une autre solution.

Outre les inquiétudes manifestées par les intervenants dans le milieu des garderies, le gouvernement fédéral s'est aperçu que la conjoncture avait changé depuis 1988. Les activités économiques avaient ralenti. La baisse des recettes et la hausse des dépenses, si elles n'étaient pas maîtrisées, nous mèneraient vers une situation dangereuse, susceptible de menacer le bien-être des Canadiens.

Tout citoyen aux prises avec ce genre de problèmes poserait, naturellement, des gestes prudents. C'est exactement ce que le gouvernement fédéral a fait. Il a constaté que notre déficit était trop gros et qu'il augmentait à un taux alarmant. Nous avons donc pris des mesures agressives pour réduire le déficit.

Nous savions fort bien que cette décision en affligerait certains, mais nous savions aussi qu'elle comporterait des avantages à long terme. Par conséquent, le gouvernement fédéral a annoncé qu'un certain nombre de projets, y compris le programme de garderies, seraient quelque peu retardés.

Pendant cette période, nous étions à l'écoute des divers points de vue exprimés au sujet des garderies. Vous vous souviendrez, monsieur le Président, que le gouvernement a maintes fois déclaré qu'il consulterait les Canadiens et leur tendrait l'oreille.

Le ministre responsable des garderies à l'époque a maintes fois rassuré la Chambre et les Canadiens qui lui posaient des questions qu'une stratégie serait mise en place avant l'expiration du mandat de l'actuel gouvernement.

Ce même ministre et d'autres membres du gouvernement ont indiqué clairement qu'ils ne s'engageaient pas à représenter le projet de loi C-144. Nous avions comme position que, tout en ayant la possibilité de représenter le projet de loi C-144, nous pouvions aussi adopter une autre stratégie après de nouvelles consultations et une étude approfondie de l'information reçue.

Notre gouvernement déterminerait la nature exacte de la stratégie qu'il adopterait. Il est aussi très clair que, contrairement à ce que les députés de l'opposition voudraient nous faire croire, aucune promesse précise n'a été formulée au sujet des garderies. Après avoir prêté l'oreille à des Canadiens de tous les milieux, le gouvernement fédéral savait que les problèmes en cause allaient au-delà des garderies.

C'est exactement pour cela que le gouvernement fédéral a toujours parlé, non pas de garderies, mais de services de garde.

Monsieur le Président, je voudrais revenir à cette question un peu plus tard. Je voudrais toutefois d'abord parler de la situation à laquelle les Canadiens font actuellement face. Il est certain que la situation est très différente en 1992 de ce qu'elle était en 1984 lorsque le gouvernement a d'abord annoncé son intention de lancer un programme national de services de garde. Tous les grands pays occidentaux sont en récession. Tous les gouvernements, quelles que soient leurs idéologies ou leurs penchants politiques, ont été contraints de s'attaquer à cette nouvelle réalité.

• (1210)

Tous les membres de cette assemblée reconnaissent que le Canada n'est pas un pays isolationniste. Notre situation sociale et économique se ressent directement de ce qui arrive à nos principaux partenaires commerciaux. Tout gouvernement qui ne reconnaîtrait pas le nouvel esprit de concurrence qui se manifeste ailleurs et se répercute sur tous les pays se retrouvera vite dans l'abîme de la stagnation et de la dégénération économiques.

Le gouvernement fédéral ne déplore pas cette évolution. Nous croyons fermement que les ressources du Canada, tant sur le plan matériel que du point de vue des compétences, ne le cèdent à celles d'aucun autre pays. Cependant, comme tout pays qui fait preuve de sagesse, nous devons accepter une rationalisation et une modernisation pour renforcer notre avantage concurrentiel. Ceux qui seront récompensés seront ceux qui n'ont pas peur de livrer concurrence dans un climat d'excellence de plus en plus exigeant et qui sont prêts à faire les rajustements nécessaires pour progresser.